

Genève a besoin d'une véritable stratégie de ville internationale

BILAN Cinq ans après le sauvetage de l'OMC, une économiste déplore l'absence de vision.

ANDRÉ ALLEMAND

Genève a-t-elle encore les moyens de sa vocation de ville internationale? La question n'est pas gratuite. Cinq ans après l'opération d'urgence qui a permis de conserver le siège de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dans la Cité de Calvin, l'économiste consultante Sophie Florinetti tire un bilan certes poli, mais aux implications subversives pour notre petite République.

Mandante de cette étude, la Fondation pour Genève du banquier Ivan Pictet nous avait habitués à un ton plus laudatif, soulignant sans cesse la chance inouïe que représente pour notre canton la présence des internationaux et multipliant les occasions de rencontre avec les autorités et la population locale. C'est pourtant cette même structure – représentante informelle des milieux privés locaux – qui vient secouer aujourd'hui le landerneau genevois.

En quinze pages, le document rédigé par Sophie Florinetti commence par poser un constat: la Genève internationale est aujourd'hui un acteur incontournable de l'économie locale. En additionnant l'emploi de plus d'une vingtaine d'organisations internationales (OI) et d'agences onusiennes, mais aussi des centaines d'organisations non gouvernementales, de près de 200 Missions permanentes ou représentations étatiques, et en y ajoutant les multinationales et les entreprises genevoises qui dépendent directement de la présence de ces organes mondiaux (l'hôtellerie par exemple), la consultante parvient à une estimation de 60 à 65 000 emplois – c'est-à-dire un tiers, voire 40 % de l'emploi genevois. L'économiste va jusqu'à affirmer que les deux tiers de l'activité économique du canton sont étroitement liés à sa vocation in-

ternationale. Bref: cette dimension de la vie genevoise n'a rien de marginal.

Les villes concurrentes handicapées

D'où l'importance de la question posée: notre ville est-elle aujourd'hui à l'abri de surprises aussi mauvaises que la perte d'un siège d'organisation? Rien n'est moins sûr, à lire le document. Evidemment, Genève offre l'avantage d'une certaine qualité de vie: environnement agréable, sentiment de sécurité, distances réduites, taille humaine, cosmopolitisme, tolérance religieuse... Et depuis l'installation de l'OMC, l'encadrement s'est nettement amélioré. Des prêts avantageux sont par exemple accordés pour les bâtiments des OI. Un Centre d'accueil de la Genève internationale (Cagi) et un Club suisse de la presse ont été aménagés dans la villa «La Pastorale», juste en face de l'Hôtel Intercontinental. Enfin, un Centre d'accueil pour les délégations et organisations non gouvernementales (Cadong) a vu le jour à Bellevue, dans la Villa Rappard, grâce à l'audace et l'endurance de l'ONG genevoise Mandat International.

Pourtant, à en croire Sophie Florinetti, si Genève se voit relativement épargnée en ce moment, c'est principalement grâce aux handicaps des villes concurrentes. New York souffre à la fois de l'ambivalence des Etats-Unis envers l'ONU et de la méfiance de certains pays à l'égard d'un Nouvel ordre mondial à la sauce américaine. Bonn n'attire plus personne depuis que le gouvernement allemand est à Berlin. Politiquement incorrecte, Vienne est quant à elle enclavée dans une région instable. Paris est perpétuellement sujette aux grèves et Singapour traîne des «dragons» asiatiques qui sortent à



Le banquier Ivan Pictet. Sa «Fondation pour Genève» le révèle, l'état de grâce de la Genève internationale tient à peu de chose et ses points faibles sont nombreux et variés.

peine d'une profonde crise économique. Reste un trio plus qu'ambitieux: Lyon, Bruxelles et bien sûr Londres...

Autant dire que l'état de grâce genevois tient à peu de chose. Pour des budgets en dollars, le franc suisse est actuellement avan-

tageux. Pour combien de temps? Autre chose: en diplomatie multilatérale, la mode est au traitement «transversal» des grandes problématiques mondiales. Ainsi, en pleine globalisation, la tendance est à coordonner les efforts pour limiter les dégâts. Or Genève est l'une des rares places mondiales où se côtoient au quotidien les fonctionnaires des principales organisations concernées: OMC, OIT, UIT, Cnuccd, Pnud, Pnue, Ompi!... Mais cette évolution se confirmera-t-elle?

Les points faibles genevois

Or les points faibles de Genève sont nombreux et variés. Des exemples? La consultante a l'embaras du choix: marché du logement asséché, manque d'hôtels cinq-étoiles et de lits bon marché, vie chère pour les délégués de passage, fragilité financière des struc-

tures d'accueil de La Pastorale et à Bellevue, absence de réseau de transports irriguant tout le bassin genevois (car près de la moitié des fonctionnaires internationaux vivent en France voisine), trop petit contingent de gardes de sécurité diplomatique (GSD), manque de places dans les écoles pour anglophones, hostilité des milieux politiques locaux, petit budget à l'échelle des villes internationales... Plus problématique encore: pour Sophie Florinetti, il ne fait aucun doute que Genève n'est pas équipée pour répondre à la donne des nouveaux grands acteurs de la scène internationale que sont les ONG.

Bref, conclut l'économiste, cinq ans après la crise liée à l'OMC, Genève ne s'est toujours pas donné les moyens d'avoir une vision globale de sa vocation internationale. Pour gérer le succès re-

latif entamé durant cette dernière décennie, la Cité de Calvin devrait concevoir ses efforts et développer une stratégie politique digne de ce nom. La preuve? «On ne dispose même pas de statistiques significatives», regrette Sophie Florinetti. «Selon les estimations, les ONG sont au nombre de 169... ou de 364. Et l'Office cantonal de la statistique n'en étudie que dix!» ■

Organisation mondiale du commerce (OMC), de la propriété intellectuelle (Ompi), Organisation internationale du travail (OIT), Union internationale des télécommunications (UIT), Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Cnuccd), Programme des Nations Unies pour le développement (Pnud) et pour l'environnement (Pnue).